

print

Battue sur le terrain, l'opposition syrienne soutenue par l'Occident accepte de négocier

De [Bill Van Auken](#)

Global Research, novembre 18, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/battue-sur-le-terrain-lopposition-syrienne-soutenue-par-loccident-accepte-de-negociier/5358497>

L'opposition syrienne soutenue par l'occident, sous la pression à la fois de ses maîtres à Washington, Londres et en Europe et des défaites militaires qu'elle subies, a accepté de participer à des négociations organisées par les États-Unis et la Russie à Genève qui visent à marchander un accord politique pour la fin de la guerre civile syrienne qui dure depuis deux ans.

Le vote décisif d'envoyer une délégation à cette conférence dite Genève 2 qui devrait avoir lieu à la mi-décembre, a été obtenu lors d'une réunion du Conseil national syrien (CNS) lundi à Istanbul.

Ce groupe de politiciens exilés, bricolé par le ministère américain des Affaires étrangères et les monarchies sunnites d'Arabie saoudite et du Qatar, a cependant insisté sur une condition à la poursuite de sa participation : que le président syrien Bashar el-Assad ne joue aucun rôle dans un quelconque régime de transition. Le gouvernement de Damas a rejeté toute exigence de ce genre, insistant pour dire qu'Assad reste le président de la Syrie et que sa démission ne peut être décidée que par le peuple syrien.

Washington pour sa part, après sa volte-face concernant la frappe militaire contre la Syrie qu'il était sur le point de lancer en septembre dernier et son entrée en négociations avec l'Iran au sujet de son programme nucléaire, a abandonné l'exigence du remplacement d'Assad qu'il réclamait par le passé et se contente de déclarations sur la perte de « légitimité » de ce dernier, suggérant qu'Assad sera retiré de ses fonctions dans le cadre du processus d'application de tout accord sortant des négociations de Genève.

La réunion du CNS à Damas a eu lieu sous la supervision directe de Washington, qui a dépêché son envoyé en Syrie, Robert Ford, pour discipliner l'opposition soutenue par l'occident. Les « activistes » syriens ont déclaré au *New York Times* que Ford leur a dit que le choix auquel ils étaient confrontés était: « l'ISIS [l'organisation État islamique d'Irak et de Syrie, affiliée à Al Qaïda] ou le régime. »

L'ISIS et une autre branche d'Al Qaïda, le Front al Nusra, ont pris un rôle encore plus dominant dans l'opposition armée au gouvernement syrien, s'emparant de territoires au Nord du pays et tentant d'imposer le régime islamiste dans les territoires qu'ils occupent.

Cela a été vrai à Raqqa, ville importante d'un million d'habitants, qui a vu des exécutions quotidiennes de personnes suspectées d'être des partisans du gouvernement ainsi que d'Alaouites et de membres des autres minorités. La BBC l'a décrite comme « la plus grande ville au monde jamais contrôlée par Al Qaïda. »

Quant aux soi-disant « modérés » qui sont présentés par les États-Unis et leurs marionnettes comme étant loyaux envers le Conseil de l'opposition syrienne, ils passent pratiquement inaperçus. En septembre, 11 groupes armés opposés au régime officiellement membres de l'Armée syrienne libre ont publié une déclaration conjointe qui désavouait clairement toute allégeance à l'opposition soutenue par les États-Unis et s'alignaient publiquement sur les forces d'Al Qaïda.

S'il devient de plus en plus évident que le CNS ne représente pas grand-chose en termes de soutien populaire de la part des Syriens, les tensions au sein des exilés ont fortement augmenté, ce qui exprime les divisions entre les soutiens occidentaux et saoudiens de cet organisme. La monarchie saoudienne a publiquement critiqué à la fois la recherche par le gouvernement Obama d'une solution politique négociée en Syrie, suite à l'accord avec Moscou sur la destruction des armes chimiques du régime Assad, et sa tentative de rapprochement avec l'Iran.

Il a été rapporté qu'à la réunion de lundi, Ahmed Jarba, le président de la coalition, a giflé un représentant de l'Armée syrienne libre,

Louay Mekdad, après que ce dernier a comparé le processus de vote de la coalition au régime interne du Parti Baas qui détient le pouvoir en Syrie.

Après s'être incliné devant la pression américaine et avoir voté en faveur de la participation à la conférence de Genève, le CNS a agi contre l'insistance des États-Unis et a nommé un « gouvernement provisoire » qui contrôlera officiellement les régions gouvernées par les « rebelles » en Syrie. Les responsables américains se sont opposés à cette action disant qu'elle risque de fragiliser les négociations de Genève et de rendre impossible un accord sur l'établissement d'un régime de transition à Damas.

Les responsables du CNS ont admis qu'Ahmed Tumej, l'« islamiste modéré » nommé premier ministre du gouvernement provisoire, ainsi que d'autres responsables vont exercer leur pouvoir supposé depuis la ville frontière turque de Gaziantep, parce qu'ils seraient incapables de se défendre contre les forces du gouvernement syrien ou les milices affiliées à Al Qaïda.

Le véritable objectif de ce drôle de gouvernement a été rendu clair par l'annonce qu'il recevra 300 millions de dollars d'aide de l'Arabie saoudite, qui est déterminé à faire durer la guerre civile en Syrie.

Washington et les « rebelles » soutenus par l'occident ont fait échouer à plusieurs reprises la réunion de Genève 2, dont le but est de mettre en application les décisions prises lors de Genève 1 : un accord général obtenu en juin 2012 entre les puissances occidentales et la Russie sur la formation d'un gouvernement de transition s'appuyant sur le consentement mutuel de l'opposition et du régime d'Assad. Ils espéraient n'avoir besoin d'aucune négociation de ce genre et que l'objectif des États-Unis et de l'OTAN d'obtenir un changement de régime pourrait être atteint soit par les actions armées des milices soutenues par l'occident, soit au moyen d'une intervention directe des États-Unis. Entre-temps, le bilan des morts en Syrie a été multiplié par plus de cinq.

Cependant, Washington voit maintenant une urgence à réunir cette conférence, étant donné l'effondrement de ses tentatives d'organiser une intervention militaire directe face à une opposition populaire

massive et à la débâcle de plus en plus évidente des « rebelles » sur le terrain en Syrie.

Les forces du gouvernement réussissent des avancées significatives à la fois dans la campagne au Sud de Damas et juste en bordure d'Alep, seconde ville de Syrie et ancienne capitale commerciale du Nord. Mercredi, les troupes syriennes ont repris Hujeira, au Sud de Damas au cours d'une série de victoires qui ont repoussé les milices emmenées par les islamistes en dehors de la zone qu'elles tenaient depuis longtemps, menaçant de couper leurs lignes de ravitaillement.

Et à Alep, les troupes du gouvernement ont repris une base stratégique de l'armée près de l'aéroport de la ville prise auparavant par les soi-disant rebelles, et ont repris également un certain nombre d'autres bastions antérieurs de l'opposition armée.

Les « rebelles » ont répondu par des attaques de plus en plus désespérées contre la population civile. Les quartiers résidentiels de Damas ont été soumis à des bombardements aléatoires, qui sembleraient cibler les populations non-sunnites. Au moins neuf personnes ont été tuées et 16 blessées par des tirs de roquettes et de mortier mercredi. Lundi, quatre enfants ont été tués dans un bus scolaire ainsi que leur chauffeur quand un obus de mortier a frappé dans un quartier à majorité chrétienne. Quatre autres enfants ont été blessés ainsi que deux personnels administratifs d'une école. Une autre attaque de mortier le même jour a blessé 11 enfants à l'école Saint-Jean de Damas dans le quartier de Qassaa.

Si le meurtre et les blessures infligées aux enfants par les « rebelles » n'a déclenché aucun des sentiments d'indignation sélectifs que les médias occidentaux ne réservent qu'au régime syrien, les Nations unies ont condamné ces attaques qualifiées de « barbares. »

« Ces actes barbares doivent cesser, » a dit Maria Callvis, directrice de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, dans un communiqué. Tous ceux qui ont de l'influence en Syrie ont une obligation morale de respecter le caractère sacré de la vie des enfants et de s'assurer que les écoles restent un lieu de refuge sûr. »

Venant compliquer encore la situation pour les États-Unis et leurs alliés en Syrie, des Kurdes au Nord-Est de la Syrie ont annoncé

mardi la formation d'un gouvernement autonome d'intérim. Cette évolution fait suite aux victoires militaires remportées par le PYD (Parti de l'union démocratique), une milice kurde alignée sur le groupe de rebelles turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) contre les « rebelles » liés à Al Qaïda qui avaient tenté de prendre le contrôle de la zone qui est frontalière de la Turquie.

Cela a poussé le CNS à déclarer que le groupe kurde est une force « hostile ». Il l'a accusé d'« attaquer des unités de l'Armée syrienne libre [...] et de se dérober à la lutte contre le régime Assad. »

Le PYD a également insisté pour que les Kurdes soient représentés séparément dans toute négociation à Genève, une demande qui a rencontré l'hostilité à la fois de Washington et de ses marionnettes syriennes.

Les Kurdes représentent près de 10 pour cent de la population syrienne. Les développements au Nord-Est de la Turquie ont provoqué de la consternation dans le gouvernement turc, qui avait soutenu les milices islamistes et qui craint que cela ne renforce le PKK et les demandes d'autonomie des Kurdes en Turquie-même.

Bill Van Auken

Article original, [WSWS](#), paru le 15 novembre 2013

Copyright © 2013 Global Research